

ÉNERGIE & STRATÉGIE

Bulletin de la Fédération de l'Énergie

Numéro 17 / 3^{ème} trimestre 2006



**De la prospective
aux différents
scénarios énergétiques**

SOMMAIRE

- 4** **Brèves internationales**
Le baril de brut attendu à plus de 61 dollars en 2007
- 5** **Brèves nationales**
Intégration de l'énergie éolienne dans le réseau électrique.
- 6** **Politique énergétique**
Comment rendre le Maroc attractif
- 10** **Rétrospective**
Retour sur les faits marquants du secteur énergétique marocain
- 12** **Electricité**
Détails du contrat de réalisation du complexe hydroélectrique de Tanafnit-El Borj
- 15** **Avis de professionnel**
Eradiquer le plomb dans les essences
- 16** **Lu pour vous**
L'après-pétrole commencera bien avant la fin du pétrole



Prospective énergétique

Tous les hommes réfléchis conviennent que la configuration actuelle de la société marocaine porte les germes de grands changements.

En effet, nous entrons dans un temps de mutation, c'est à dire, un point d'inflexion dans le fil de l'histoire.

Cette transformation de nos horizons exige de la part de tous les responsables de préparer sinon mettre en œuvre des projets qui intègrent cette nouvelle donne.

Au Maroc, depuis peu, une nouvelle dynamique est impulsée pour le lancement de grands et divers chantiers à caractère économique et social, susceptibles de faire gagner des points de croissance, tels que : le programme de construction de nouvelles autoroutes, et d'infrastructures pétrolières, gazières et électriques, l'aménagement de zones touristiques dans le cadre du plan Azur, le renforcement des voies de liaison par chemin de fer, les structures d'accueil pour recevoir 10 millions de touristes à l'horizon 2010 et le redéploiement de nouvelles villes ainsi qu'un plan intégré de construction de logements sociaux, prenant en charge la nouvelle dimension du développement humain.

Il est évident que de tels objectifs ambitieux mais réalistes sont accompagnés de profondes réformes politiques, visant la consolidation de la démocratie participative.

A l'heure de ces grands enjeux, des choix en matière de politique énergétique, ne pourraient résulter que d'une prospective énergétique qui constituera un outil indispensable pour explorer les diverses solutions face à ces défis :

- La sécurité d'approvisionnement à long terme.
- Les tensions sur les prix des énergies.
- La préservation de l'environnement
- La raréfaction des réserves d'énergies fossiles
- La refondation du système énergétique après l'ouverture des marchés

ÉNERGIE & STRATÉGIE

Publication de la Fédération de l'Énergie



Directeur de la publication
My Abdallah Alaoui

Comité de rédaction
Saïd Mouline, Philippe Ruef, Bennani Smires
et Rachid Drissi Kaitouni

Conception/Édition
Diouf Editing

Impression
Edit

Fédération de l'Énergie
9, rue Ibnou Zaraâ Casablanca
Tél.: (212) 22 26 93 40 / 26 84 56
Fax : (212) 22 29 61 73
E-mail : fedenerg@menara.ma

L'élaboration de ces projets ne peut plus être déconnectée de ces nouveaux caps et une démarche prospective systématique est rendue, ainsi, nécessaire.

S'il y'a foisonnement d'éléments significatifs de la mutation, il est indispensable d'en dégager des scénarios du futur qui soient appropriés à l'instance qui s'engage dans cette démarche.

L'élaboration des scénarios du futur reposera sur les données telles par exemple : La croissance économique déclinée par secteur, la démographie, le nombre de foyers , le flux migratoire de départ et retour, le nombre de véhicules , le transport ventilé (les transports en commun dans les villes, les transports en commun sur les longues distances, les transports terrestres de marchandises , les transports maritimes de marchandises, les transports aériens), l'agriculture- l'irrigation, l'industrie, la parité du taux de change entre le Dirham, l'Euro et le Dollar, le prix du Brent à 60 ou 70\$ le baril, la libéralisation de l'électricité, la libéralisation de la production de l'électricité, l'introduction du gaz naturel pour la production de l'électricité et comme énergie de substitution pour l'industrie et le transport, Un baromètre d'opinions : grand public, les industriels pour jauger l'efficacité énergétique et la compétitivité des prix de l'énergie...etc.

Une fois toutes ces données de base réunies, les pouvoirs publics se doivent, alors, d'engager un débat sur l'énergie pour recueillir l'adhésion de tous à un état de lieux, à une projection des tendances et à la construction conséquente d'une véritable vision d'une politique de l'énergie.

Ce débat sera nourri non seulement par les avis d'experts, d'initiés mais surtout des représentants de la société civile, consommateurs, transporteurs, distributeurs, producteurs, écologistes, des représentants des collectivités locales et de l'aménagement du territoire car seul un travail d'équipe permet une créativité collective, une élaboration partagée entre des personnes de préoccupations semblables avec éventuellement des expériences différentes.

La question de l'énergie n'est pas seulement un sujet technique, mais c'est un véritable débat de société qui va s'imposer de lui même parce que des choix seront faits sur lesquels pèseront les contraintes :

1- de la présence ou absence des gisements du pétrole et du gaz sur notre territoire.

2- du réchauffement climatique.

Aujourd'hui, au Maroc, près de 35 millions de Tonnes de carbones dus à

l'énergie sont rejetées dans l'atmosphère et près de 7 milliards de tonnes pour la planète entière ; il en résulte une augmentation de la température de la planète avec des conséquences entraînant des dégâts majeurs dont une évidente atteinte à la santé et au développement humain.

Pour participer au débat international et y peser peu ou prou, le Maroc, dans un cadre régional maghrébin et méditerranéen, devra se doter d'une véritable diplomatie de l'énergie.

Le Président,
My Abdallah Alaoui



BRÈVES INTERNATIONALES

Enel investira dans l'éolienne en France

Enel est sur le point d'acheter une société sur le marché français de l'énergie éolienne, annonce l'administrateur délégué du premier électricien italien.

"Nous sommes sur le point de conclure l'acquisition d'une société française qui a des projets dans le domaine de l'éolien", a déclaré Fulvio Conti au cours d'une conférence de presse, sans révéler l'identité de l'entreprise qu'il rachèterait.

Des sources d'Enel ont indiqué que le groupe italien disposait du feu vert pour des projets dans l'électricité éolienne en France représentant en tout 500 mégawatts.

L'AIE exhorte le G8 à miser sur la technologie

L'Agence internationale de l'énergie (AIE), chargée l'an dernier par le G8 de faire des propositions en matière de stratégies énergétiques à long terme a rendu son rapport sur "Les perspectives de technologie dans l'industrie: scénarios et stratégies d'ici à 2050" dans lequel le directeur exécutif, Claude Mandil a souligné que "Les technologies peuvent faire une différence et qu'un avenir énergétique durable est possible, mais seulement à condition que nous agissions de manière urgente et décisive pour promouvoir, développer et déployer une série complète de technologies énergétique". La tâche est urgente", a-t-il insisté.

A cet égard, les principales technologies sont l'amélioration de l'efficacité énergétique, la capture du CO², les énergies renouvelables et le nucléaire lorsque c'est possible. "Nous avons les moyens, à présent il nous faut la volonté", a-t-il souligné.

Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du G8 (Allemagne, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Japon, France, Italie, Etats-Unis et Russie) s'étaient engagés lors de leur dernière rencontre en juillet 2005 à Gleneagles (Royaume-Uni) à réduire les émissions de gaz à effet de serre, améliorer la sécurité et réduire la pollution atmosphérique.

Ils avaient chargé à la même occasion l'AIE de proposer des "scénarios énergétiques et des stratégies alternatifs ayant pour objectif un futur propre, intelligent et compétitif".

Le rapport publié est une partie de la réponse à cette demande, a expliqué M. Mandil, qui a toutefois refusé de "spé-

culer" sur les résultats politiques à attendre de la prochaine réunion du G8, du 15 au 17 juillet à Saint-Petersbourg.

EDF et ses centrales mexicaines

EDF pourrait se séparer de ses activités au Mexique, rapporte "Les Echos". Le journal rappelle qu'EDF dispose, seul ou en partenariat, de 5 centrales à cycle combiné fonctionnant au gaz. Ces infrastructures représentent près de 4% du parc de production local. Conformément à sa stratégie annoncée, l'opérateur français se désengage progressivement de ses activités internationales (EDF a déjà vendu ses actifs en Argentine, Brésil et Egypte) pour se recentrer sur la France, l'Europe et la Chine.

Irak : la production pétrolière au plus haut

La production pétrolière irakienne est actuellement au-dessus de 2,5 millions barils/jour, le plus haut niveau depuis la chute de Saddam Hussein en avril 2003, a indiqué le ministre irakien du pétrole, Hussein al Shahristani.

"Le gouvernement est en place depuis seulement un mois et demi et nous avons pu établir un record de production de pétrole depuis la chute du régime de Saddam (...)", a-t-il déclaré dans une inter-

view sur la chaîne câblée CNN.

Le ministre irakien a également dit espérer que l'Irak pourra produire 4,3 millions de b/j d'ici 2010, ce qui serait sans précédent. Le pays a produit au plus 3,5 millions de b/j dans le passé.

La balance commerciale de l'Algérie en hausse

La balance commerciale de l'Algérie a enregistré un excédent de 2,52 milliards de dollars en mai, soit une hausse de 41,04% par rapport à la même période de l'année précédente, selon le Centre national de l'informatique et des statistiques (Cnis).

Les exportations ont atteint 4,37 milliards de dollars, soit une hausse de 16,78% par rapport à la même période de 2005, pendant que les importations reculaient de 5,48% totalisant 1,84 milliard de dollars, précise la même source. A préciser que la balance commerciale algérienne tire ces excédents record des flambées consécutives des prix des hydrocarbures (pétrole et gaz) qui constituent l'essentiel de ses exportations (97%).■

Le baril de brut attendu à plus de 61 dollars en 2007

Les analystes prédisent que le prix moyen du baril de pétrole dépassera 61 dollars en 2007, les conducteurs américains, qui consomment plus de 40% de l'offre mondiale d'essence, n'ayant cure de l'alourdissement de leur facture d'essence, montre une enquête Reuters. Selon les 33 analystes interrogés, le futur du brut léger américain s'inscrirait à 61,35 dollars le baril en moyenne l'an prochain. C'est la première fois que la projection moyenne pour 2007 va au-delà de 61 dollars.

"Nous estimons qu'il est de plus en plus difficile d'envisager que le WTI (brut léger américain) descende régulièrement à moins de 50 dollars avant 2009-2010", écrit Deutsche Bank dans une étude où elle relève sa prévision des prix du pétrole..

Le prix du pétrole a triplé depuis le début 2002, la croissance économique mondiale ayant absorbé les capacités de production encore non utilisées et les producteurs se trouvent bien en peine de

pouvoir satisfaire la demande.

Le baril de brut évolue autour des 70 dollars en juin, contre la tendance à la baisse suivie par d'autres matières premières comme les métaux. Ces derniers ont sensiblement baissé en raison des craintes que la hausse des taux d'intérêt ne vienne ralentir la croissance économique et réduire la demande.

Même si la croissance diminue, l'offre de pétrole aura du mal à égaler la demande, font valoir les analystes.

Malgré des prix à la pompe sans précédent, les conducteurs américains paraissent prêts à prendre la route comme à l'accoutumée durant les vacances estivales. De fait, la demande d'essence du premier consommateur mondial d'énergie a augmenté de 0,9% en rythme durant le mois écoulé, selon des statistiques gouvernementales.

A noter que même une hausse minime de la demande américaine peut avoir des répercussions non négligeables sur le prix du pétrole.■

Le Centre d'études nucléaires de la Maâmoura "est un laboratoire de recherche"

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Boutaleb a déclaré que le Centre d'études nucléaires de la Maâmoura "est un laboratoire de recherche favorisant la production d'isotopes utilisés notamment dans les domaines de la médecine, de l'agriculture, de l'énergie et des mines".

Animant un point de presse en marge de la 4^{ème} Conférence "Maghreb & Mediterranean Oil and Gas 2006", le ministre a précisé qu'"il n'existe pas au Maroc de programmes relatifs à la constructions de centrales nucléaires". M. Boutaleb a affirmé, en outre, que le plus "important pour le Maroc est d'assurer la sécurité de l'approvisionnement en produits pétroliers à tout moment", précisant à cet égard que la réintroduction, récemment de manière partielle, du système d'indexation ne porte pas sur le gasoil et le butane qui sont des produits à caractère social. "Nous avons, par contre, indexé à l'international des produits qui peuvent être supportés par une tranche de consommateurs marocains", a-t-il ajouté.

"Gas Natural" acquiert 30% des permis d'exploration de "Repsol" au nord du Maroc

La compagnie d'énergie espagnole "Gas Natural" a passé un accord avec sa compatriote "Repsol" pour l'acquisition de 30 % des permis d'exploration pétrolière que détient le géant ibérique dans la zone d'intérêt "Tanger-Larache offshore". Selon un rapport d'audit de "Gas Natural" publié par la commission espagnole des valeurs boursières, l'accord porte sur les trois permis d'exploration dans une zone offshore de 6.000 km² concédés en septembre 2003 à Repsol pour une période de huit ans. La durée des permis de recherche est répartie en trois périodes dont la première, de trois ans, concerne les travaux de géophysique et des études géologiques pour l'évaluation du potentiel en hydrocarbures. Cet accord entre "Gas Natural" et "Repsol" sur l'offshore

marocain s'inscrit dans le cadre de la stratégie des deux groupes de créer des "joint-ventures" dans le domaine de l'exploration, la production et la liquéfaction de l'énergie.

Intégration de l'énergie éolienne dans le réseau électrique.

Le Comité des énergies renouvelables et développement durable de l'Observatoire Méditerranéen de l'Énergie (OME) a débattu sur les questions relatives à l'intégration de l'énergie éolienne dans le réseau électrique.

Les participants à cette réunion, précise un communiqué du Centre de Développement des Énergies Renouvelables (CDER), ont également examiné les aspects liés aux fluctuations de la disponibilité des ressources naturelles, d'"intermittence" de l'énergie éolienne, l'extension et l'interconnexion du réseau électrique, les limites de pénétration de cette forme d'énergie ainsi que les mesures techniques à prendre.

Le document relève que l'accent a été mis sur le rôle important que peut jouer la collaboration entre les pays méditerranéens pour l'échange d'information et la dissémination de "bonnes pratiques" dans ce domaine.

Cette réunion a également porté sur la promotion et la création d'un environnement favorable pour le développement des énergies renouvelables et l'incitation des opérateurs.

"Dans le bassin méditerranéen, les perspectives de coopération dans ce domaine sont très prometteuses et l'ensemble des orientations et des projets offrent de multiples opportunités de partenariats", indique le communiqué qui fait observer que le Maroc "entend jouer un rôle important dans cette dynamique régionale".

Créé en 1988, l'OME est une organisation qui oeuvre pour la promotion des partenariats entre les différentes compagnies énergétiques de la région méditerranéenne. ■

ACTIVITES DE LA FEDERATION

Le 06 avril 2006

Rencontre annuelle avec les conseillers économiques et commerciaux de l'UE à la CGEM. Ordre du jour : examen de la coopération sectorielle Maroc-UE.

Le 07 avril 2006

Réunion avec la GTZ (Coopération Technique Allemande) sur les énergies renouvelables en relation avec le programme du CDER (Centre marocain pour le Développement des Énergies Renouvelables).

Le 13 avril 2006

Réunion mensuelle du bureau de la Fédération de l'Énergie. Ordre du jour : examen des affaires courantes du secteur de l'énergie.

Le 21 avril 2006

Réunion de travail avec Messieurs Dominique Maillard, Directeur Général de l'Énergie et des Matières Premières (France) et Richard Lavergne, Secrétaire Général de l'Observatoire français de l'Énergie sur l'état d'avancement de la coopération entre leur institution et la Fédération de l'Énergie.

Le 10 mai 2006

Réunion avec M. Salaheddine Mezouar, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Mise à Niveau de l'Économie en vue de la préparation de la conférence -débat qui a eu lieu le 5 juin 2006 sur le thème « Émergence et attractivité du territoire Maroc ».

Le 29 mai 2006

Réunion de travail avec M. Mohammed Boutaleb, ministre de l'Énergie et des Mines sur le projet de refondation de la structure des prix et la Caisse de compensation.

Le 5 juin 2006

Conférence-débat organisée par la Fédération de l'Énergie et animée par Messieurs Salaheddine Mezouar, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Mise à Niveau de l'Économie et Charles André Michalet, professeur émérite de l'Université Paris-Dauphine sur le thème « Émergence et attractivité du territoire Maroc ».

Les 9, 10 et 11 juin 2006

La Fédération de l'Énergie a pris part au séminaire sur « la prospective énergétique mondiale : enjeux et défis du Maroc ».

Le 22 juin 2006

Réunion avec le futur président de la CGEM à qui la Fédération de l'Énergie a présenté les problèmes du secteur de l'énergie au Maroc.

Le 28 juin 2006

Réunion avec des représentants de la Banque mondiale pour passer en revue certaines questions liées au développement du secteur de l'énergie au Maroc.

Comment rendre le Maroc attractif

Comment attirer l'investissement ? Comment développer l'attractivité ? C'est à ces questions aujourd'hui quasi universelles qu'a cherché à répondre le débat organisé par la Fédération de l'Energie sur le thème « Emergence et attractivité du territoire Maroc » le 5 juin 2006.

Le secteur de l'énergie y est sensible puisqu'il a été précurseur en matière d'attraction d'investissements étrangers, ayant entamé en effet sa libéralisation très tôt avec la privatisation de la distribution des produits pétroliers en 1994 et du raffinage en 1997, la privatisation de la production électrique à Jorf Lasfar en 1995, ensuite des régies de distribution de Casablanca en 1997, de Tanger- Tétouan en 2001 et de Rabat en 2002.

Ainsi, le plan émergence, qui a retenu un certain nombre de métiers porteurs, n'a point occulté les secteurs transverses tels que celui de l'énergie, puisque le ciblage reste ouvert sans exclusive et relève de l'opportunisme sain », souligne Abdellah Alaoui, Président de la Fédération de l'Energie. Pour débattre de ce volet qui taraude l'ensemble des pays développés comme en développement, un économiste et professeur à Paris Dauphine Charles Albert Michalet, côté marocain, c'est Salaheddine Mezzouar, Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la mise à niveau de l'Economie, qui a donné la répartition en expliquant la stratégie gouvernementale à travers le plan Emergence.

D'une manière simple, mais directe, Charles Albert Michalet s'interroge sur le pourquoi de cette course à l'attractivité. Il cite six raisons pas toujours évidentes. La première est liée au transfert de technologie et de savoir, contrairement aux idées reçues, où c'est le transfert de capitaux qui semble être l'objectif. Il y a ensuite l'amélioration de la balance commerciale, de l'emploi, de la concurrence. Ceux sur quoi Salaheddine Mezzouar, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la mise à niveau de l'Economie, n'hésite pas à rappeler les buts recherchés par le plan Emergence qui vise à

accroître le PIB actuel de 100 milliards de DH et à réduire le déficit de la balance commerciale de 50%. Le Plan ambitionne aussi la création de 400.000 à 500.000 emplois. « Le secteur de l'énergie apporte également sa contribution », précise Abdellah Alaoui, Président de la Fédération de l'Energie, « des investissements de l'ordre de 15 à 18 milliards de dollars sur la prochaine décennie ».

Il y a enfin, selon M. Michalet, la volonté de changer de mentalités pour mieux s'intégrer. Tout comme les raisons, le « comment » est décrit de façon simple par ce dernier. Le parterre d'hommes d'affaires présents venus écouter étaient plutôt familiarisés aux exigences préconisées par l'économiste. Les pré requis sont en effet la stabilité du régime politique à travers une bonne gouvernance et un bon climat des affaires, du déjà dit, mais il faut marteler. « Les investisseurs n'aiment pas l'incertitude. Ils souhaitent des programmes qui leur fassent plaisir », rappelle M. Michalet. Deux indicateurs macroéconomiques sont regardés de près, l'inflation et la balance des paiements. Dans ce sens, le Maroc s'est lancé dans un programme de libéralisation et de privatisation depuis quelques années déjà.

L'inflation est une donnée importante comme instrument de mesure de la valeur des dividendes et la balance des paiements pour le transfert des dividendes.

Les investisseurs exigent un bon système de communication : télécoms, autoroutes, aérien... Le renforcement des infrastructures est bien engagé au niveau du royaume.

A cela s'ajoute la longue liste classique connue de tous les opérateurs : allègement des formalités administratives, fiscalité stable, flexibilité du marché du travail, disponibilité des terrains à des

prix compétitifs et des ressources énergétiques, tissus industriels performants, système judiciaire... En revanche, à ce niveau les performances sont moyennes et le travail réalisé par le ministère de l'industrie laisse transparaitre des résultats très mitigés. « Une fois ces prérequis en place, encore faut-il l'accompagner d'une bonne politique de promotion adéquate et ciblée. Celle-ci exige une certaine visibilité et surtout de la crédibilité », souligne l'économiste et professeur de Paris Dauphine. « Il faut une visibilité sur les réformes. L'investisseur doit être parfaitement informé et surtout il est fondamental, pour des raisons de crédibilité, de ne parler que des réformes accomplies et non des projets ». Ensuite, il est important de faire du benchmark. Il faut connaître la stratégie de la cible visée et les avantages de la localisation du territoire proposés.

Trois grands éléments motivent l'investisseur : l'accès aux ressources et au marché et la réduction des coûts d'externalisation. L'investisseur est aussi à la recherche d'une main-d'œuvre qualifiée. Bien que le Maroc se soit lancé dans un vaste programme de formation, il est loin d'être performant. L'objectif recherché par tous les pays est de transformer l'investisseur potentiel en investisseur réel.

La politique de promotion doit également être ciblée tant sur le plan des secteurs que sur le plan géographique. Concernant, la politique d'assistance, elle doit concerner la PME/PMI, précise l'économiste. « Les grandes entreprises maintiennent une certaine discrétion dans leur approche car fortement sensible à la concurrence ».

Les filières énergétiques d'avenir au Maroc

De lourds investissements sont programmés dans diverses filières énergétiques très prometteuses. Présentation des niches énergétiques d'avenir au Maroc.

- L'optimisation du parc des centrales électriques et le déploiement de nouvelles centrales thermiques pour satisfaire une demande croissante d'électricité de l'ordre de 8% par an.
- Le Raffinage, où une seule raffinerie à Mohammedia est un élément de fragilisation et en raison des aspects géopolitiques du pétrole, une deuxième raffinerie devient alors stratégique pour assurer la sécurité d'approvisionnement du pays à l'horizon 2015, et de contribuer à celle de la Région et de l'Europe.
- Les Energies Renouvelables, avec notre potentiel d'ensoleillement et de vent dans le nord et le sud du Maroc, la production de l'électricité sera rendue possible et à un coût compétitif à partir du photovoltaïque et de l'éolien.
- Le Gaz Naturel, en vue de diversifier le bouquet énergétique, les opérateurs du secteur s'y sont engagés à acheminer le gaz via les interconnexions ou à travers un terminal de réception de gaz naturel liquéfié et de stockage.
- La distribution, de même que le raffinage, les sociétés de distribution seront appelées à multiplier les points d'ouverture à travers le territoire par l'implantation des nouvelles capacités de stockages, de réseaux de pipes pour la réception des navires pétroliers, d'un redéploiement du réseau de stations service répondant à de nouvelles exigences de qualité et du développement régional ainsi qu'une meilleure offre logistique pour satisfaire la demande croissante en gaz butane.

Ces projets d'investissements très capitalistiques dans les infrastructures doivent permettre d'atténuer les disparités régionales et d'augmenter l'attractivité locale à travers un marketing territorial ciblé formalisé par un contrat programme spécifique à chaque filière comprenant des incitations économiques et un accompagnement durant le processus d'exécution.

Le secteur de l'Energie constitue donc un cas d'école et dispose du potentiel de la « success story » susceptibles d'inspirer les initiatives les plus volontaristes. Il constituera également un secteur important pour les investissements directs étrangers et nationaux.

Aussi, l'attractivité du programme émergence nous interpelle au plus haut degré car le secteur de l'énergie, entre autres, est un secteur capitalistique et l'énergie est essentielle à la croissance dont elle constitue un intrant important.

Une énergie à des prix compétitifs contribue à l'évidence à une meilleure compétitivité de notre économie et

donc à une croissance plus soutenue. Le Programme Emergence, par la volonté de ses initiateurs, a permis de mettre en relief les principaux axes de développement futur. Une plus grande souplesse des marchés est attendue ainsi qu'un renforcement de l'ouverture dans certains secteurs. Nombre de mesures ont certes déjà été prises dans ces directions mais cet effort nécessite d'être poursuivi dans certains domaines comme celui de la réforme de la caisse de compensation.

La recherche de capitaux étrangers non seulement financiers mais également en transfert de know how est devenue un véritable enjeu pour les pays en développement afin de faire décoller leur économie et de répondre aux besoins d'une population en forte croissance et avide de consommation.

Mieux, cela constitue aussi une préoccupation très forte de pays économiquement développés et prospères (ex France, Grande Bretagne...). Toutes les régions du monde ont profité des flux de capitaux privés

vers les pays émergents qui ont atteint 490,5 Milliard de dollars en 2005.

Dix pays mobilisent la majorité des investissements directs étrangers : la Chine, la Russie, le Brésil, le Mexique, la République tchèque, la Pologne, le Chili, l'Afrique du Sud, l'Inde et la Malaisie.

C'est dire que de nombreux efforts sont encore nécessaires pour parvenir à enclencher une dynamique vertueuse comparable à celle observée dans les pays les plus avancés en terme d'attractivité tel que les pays asiatiques,.... la globalisation appelle des réformes accélérées pour renforcer le dynamisme du tissu productif local et de facto, la compétitivité du Maroc. Ces évolutions commerciales et institutionnelles renforceront l'attractivité pour les investissements et cet ensemble de facteurs concourra à la compétitivité de l'économie marocaine, in fine à sa croissance. ■

Le Haut Commissariat au Plan travaille sur des scénarios du secteur énergétique

Le Haut commissariat au Plan a organisé un séminaire autour de la prospective énergétique au Maroc. L'objectif est d'établir d'ici la fin de l'année de scénarios.

Pour plancher sur cette question des experts nationaux et internationaux. Ce séminaire stratégique s'inscrit « dans la réflexion prospective conduite par le Haut commissariat au Plan, sous le Haut patronage de S.M. le Roi Mohammed VI, sur le Maroc 2030 », selon Ahmed Lahlimi Alami, Haut commissaire au Plan.

Jamais autant l'énergie n'a été une question au centre de l'inquiétude des gouvernements et des opinions publiques. Avec la flambée des cours du pétrole, la maîtrise de l'énergie, le développement des énergies renouvelables, celui du nucléaire et, enfin, le renforcement de la recherche dans le domaine des nouvelles technologies, sont devenus des sujets centraux dans les stratégies de développement des nations et de la communauté internationale. Outre la place qu'occupe la sécurité énergétique, le débat est aujourd'hui orienté vers quel type d'énergie pour demain.

Comment intégrer les énergies durables dans l'activité économiques ? Le Maroc n'a pas de pétrole. Il consomme 15 millions de TEP dont 60 % en pétrole. Il en importe 95 %, ce qui pèse lourdement sur ses équilibres économiques et financiers. Ses achats d'or noir représentent 20 % des importations globales et constituent près de 50 % du déficit commercial. Les subventions accordées pour le soutien des prix intérieurs des produits pétroliers avoisinent l'équivalent de 25 % des dépenses d'investissement du budget général de l'Etat, dont un tiers pour le gaz. C'est la rançon de la lutte contre l'usage abusif du charbon de bois qui assure 20 % de la consommation énergétique nationale, au prix d'une dégradation du patrimoine forestier de l'ordre de 5.000 hectares par an.

« Ces contraintes pèsent sur les chances actuelles du développement dura-

ble, alors que la consommation énergétique nationale de 0,4 TEP par habitant est encore bien limitée puisque inférieure aux besoins potentiels de croissance économique et de niveau de bien-être social et de développement humain », indique le Haut commissaire.

L'amélioration des niveaux de vie qui est attendue, notamment dans le monde rural, devrait de toute évidence s'accompagner d'une accélération de la consommation des ménages. Des études avaient montré que, de 1985 à 2001, malgré un développement humain limité, les dépenses des ménages en électricité et en butane ont augmenté de 9,1 % par an, soit un rythme deux fois plus élevé que celui de la dépense par habitant.

Pour faire face à cette situation, le Maroc mise, en premier lieu, sur les effets d'une politique de réforme institutionnelle du secteur et de libéralisation du marché énergétique. Les réformes sont engagées depuis 1994. L'opérateur public ne contribue plus aujourd'hui que pour 32 % de la production d'électricité alors que le secteur des hydrocarbures et celui de la distribution de l'électricité sont complètement libéralisés. Par ailleurs, de par sa position géographique, le Maroc est devenu membre du forum euro-méditerranéen et a facilité la réalisation d'interconnexions électriques et gazières permettant, dans un cadre de complémentarité des ressources et des réseaux, d'optimiser les investissements et de mieux sécuriser l'approvisionnement. Le tout a été accompagné de réformes tarifaires et fiscales concernant les produits pétroliers et l'électricité.

D'autre part, la recherche et l'exploitation pétrolière ont bénéficié, au cours de la période 2000-2005, d'un contexte dynamique grâce, notam-

ment, à l'amendement, dans un sens particulièrement libéral, du Code des hydrocarbures. Les investissements dans l'activité de recherche pétrolière ont ainsi quadruplé en moins de 5 ans, et le nombre de sociétés opérant dans le domaine de l'exploration et de la production pétrolière, multiplié par 2,5. « Les investissements sur la prochaine décennie devraient atteindre 15 à 18 milliards de dollars. C'est la contribution du secteur énergétique au plan Emergence », souligne Abdellah Alaoui, président de la Fédération de l'énergie.

Outre les espoirs fondés sur les indices prometteurs relevés par les prospections en cours, le Maroc, grâce à une meilleure gestion de ce secteur, ne manque, d'ores et déjà, pas de marges potentielles pour réduire sa dépendance énergétique ; et ce, grâce à une conversion plus efficace des combustibles fossiles, la cogénération combinant la production d'électricité et de chaleur, et une utilisation des combustibles fossiles à faible teneur en carbone qui peuvent en constituer des vecteurs appréciables. Un gisement important d'économie réside sûrement dans la réduction de la consommation dans le domaine des transports, particulièrement par le rajeunissement du parc, l'introduction de véhicules à faible intensité énergétique, l'utilisation du GPL (gaz de pétrole liquéfié) et surtout le renforcement du transport en commun.

En outre, le Maroc dispose, pour l'avenir, d'un potentiel de production non négligeable, constitué surtout par un gisement important en énergies renouvelables évalué à 6.000 MW d'origine éolienne, 5 kWh/m²/j d'origine solaire et 200 sites pour l'exploitation de systèmes mini-hydrauliques. Il dispose, de surcroît, de 93 milliards de tonnes de schistes bitumineux, d'un potentiel en

économie d'énergie estimé à 15 % de la consommation des secteurs industriels et tertiaires, et d'un potentiel d'hydrocarbures que laissent espérer les structures géologiques de son sous-sol.

Enfin, les opportunités offertes par le développement du nucléaire présentent un autre potentiel à explorer. Malgré la complexité et le coût des technologies requises par cette forme d'énergie, notre pays se doit cependant d'inscrire, dès à présent, sa réflexion et ses études dans cette perspective considérée aujourd'hui par plusieurs pays, de plus en plus, comme

incontournable. Le débat doit être ouvert estiment les spécialistes.

Dans le contexte international, fortement perturbé et d'une visibilité douteuse, le Maroc se doit de penser son avenir et de préparer ses options pour les scénarios d'un futur souhaitable et possible. La vision du futur énergétique ne peut, cependant, s'envisager sans être insérée dans le cadre plus large des impératifs du modèle de société démocratique, juste, tolérante et ouverte auquel aspire le pays. Les choix technologiques, les rapports économiques, sociaux et culturels devraient avoir un impact évident sur le mode de gestion

de ce secteur ; mode de gestion qui, à son tour, doit nécessairement se répercuter, d'une manière forte, sur l'évolution des niveaux de disparité géographique et sociale que le pays doit résorber.

La montée en puissance du rôle du consommateur mondial, ses exigences croissantes en matière d'environnement et de traçabilité des produits auraient, par ailleurs, une aussi évidente influence sur le choix du contenu en énergie des biens exportables et donc sur les options du tissu économique de la société de demain. ■

Maroc : 15 milliards de dollars d'investissements dans l'énergie en 10 ans

Le patronat marocain a évalué à 15 milliards de dollars les investissements nécessaires en matière énergétique dans les dix années pour permettre au Maroc d'assurer sa croissance. "Les projets d'investissements pour les grands chantiers en matière énergétique devraient se monter à plus de 15 milliards de dollars en 10 ans", a affirmé Moulay Abdellah Alaoui, président de la Fédération de l'énergie de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM-patronat).

"Notre ambition est d'avoir à l'horizon 2015 une seconde raffinerie de pétrole pour combler le déficit marocain et contribuer à la satisfaction énergétique de l'Afrique subsaharienne", a-t-il dit lors d'un séminaire.

Il a confié que les investissements concernaient également "le renouvellement et le déploiement de nouvelles centrales électriques (...) et la construction de conduites pour le gaz naturel liquéfié".

Le Maroc consomme 15 millions de TEP (Tonnes équivalent pétrole), dont 60% de pétrole qu'il importe en totalité. A l'horizon 2030, il doit disposer de 60 millions de TEP pour atteindre un niveau de consommation énergétique équivalent à la moyenne internationale actuelle, a indiqué le Haut commissaire au Plan, Ahmed Lahlimi Alami.

Sa facture énergétique est lourde. Ses achats de pétrole représentent 20% des importations globales et constituent près de 50% du déficit commercial.

Les intervenants à ce colloque sur "La prospective énergétique du Maroc, enjeu et défis", ont mis l'accent sur la nécessité pour le Royaume de se tourner vers des énergies alternatives et sur des coopérations régionales.

"Il y a un gisement important en énergies renouvelables évaluée à 6.000 mégawatts d'origine éolienne, un rayonnement solaire de 5 kWh/m²/jour, plus de 200 sites pour l'exploitation de systèmes mini-hydrauliques et le pays dispose en plus de 93 milliards de tonnes de schistes bitumineux", a souligné M. Alami.

Mohamed Smani, directeur de l'Association marocaine pour la recherche et développement, a insisté sur le fait que "le Maroc devait programmer son entrée dans le nucléaire car c'est une technologie propre".

"Dans le bouquet énergétique futur, nous devons aussi donner la priorité au solaire et à l'éolien et contribuer à mettre au point des technologies pour développer la biomasse", a-t-il ajouté.

Il a également suggéré d'extraire 600 à 700 tonnes d'uranium par an à partir de l'acide phosphorique marocain. Le Maroc possède les premières réserves de phosphates au monde et en exploite 28 millions de tonnes par an.

Pour cet expert, l'exploitation du schiste bitumineux doit être l'occasion de créer un véritable "partenariat scientifique, technologique et industriel" avec l'Europe.

Cette opinion est partagée par Pierre Delaporte, ancien président du Conseil d'administration d'Electricité de France. "Il faut un partenariat privilégié avec le Maroc que je trouve bien plus proche des Européens que les Turcs", a-t-il dit.

"Il faut que ce pays soit entièrement lié aux réseaux électriques et gaziers européens", a-t-il lancé.

Il a également proposé que les experts marocains et européens dressent en commun un nouvel inventaire des sites hydro-électriques, et mènent en commun des études sur la possibilité d'extension de l'éolien et du solaire.

"Mais, il faut surtout donner un coup de main très important sur le plan technique, procédé et financier pour mettre en valeur le schiste bitumineux marocain qui permettrait au pays dans dix ou quinze ans de desserrer l'étau pétrolier", a-t-il déclaré. "Le Maroc cesserait de pomper au même endroit que tout le monde et ce serait un avantage pour l'Europe d'avoir des amis qui produisent du pétrole plutôt que des pays douteux ou hostiles", a-t-il conclu. ■

Retour sur les faits marquants du secteur énergétique marocain

L'année 2005 a été marquée par un contexte international particulièrement difficile dans le domaine énergétique : flambée du pétrole et du gaz, capacités de raffinage limitées et une forte croissance de la demande. Ce qui a obligé les Pouvoirs publics à réfléchir sur de nouveaux axes stratégiques locaux basés sur plusieurs points. Les détails.

Pour garantir la sécurité d'approvisionnement, il a été décidé d'opérer une diversification des sources d'énergie tant dans les formes qu'au niveau des origines des importations et de renforcer les interconnexions électrique et gazière. Il s'agit également de proposer une énergie au meilleur coût en intégrant la libéralisation et la restructuration des filières énergétiques, en réduisant les tarifs de l'électricité industrielle, en répercutant partiellement les cours internationaux sur les prix intérieurs... Les axes stratégiques de la politique de l'Etat tiennent



M. Mohamed Boutaleb,
Ministre de l'Énergie et des Mines

compte aussi de la généralisation de l'accès à l'énergie, de sa maîtrise et enfin de la préservation de l'environnement à travers le développement de technologies énergétiques propres, l'amélioration de la qualité des produits pétroliers.... Ce sont réformes engagées depuis 1994 et elles s'orientent toutes dans ce sens.

La consommation d'énergie au niveau national s'est élevée à 12,3 Mtep en 2005. Le plus important est la part des produits pétroliers et du charbon. L'hydraulique et le gaz naturel se situent tout les deux à un niveau de

Les grandes réformes du Département de l'Énergie

- Privatisation des sociétés de distribution des produits pétroliers en 1995
- Privatisation des sociétés de raffinage en 1997
- Mise en service du Gazoduc Maghreb Europe en 1997
- Mise en service de l'interconnexion électrique reliant le Maroc à l'Espagne en ouvrant

la voie à une gestion de l'approvisionnement dans un cadre régional en 1998

- Octroi de concessions du Département de l'Énergie pour la production d'électricité : Parc éolien de Koudia Al Beida (1996), centrale de Jorf Lasfar (1997), centrale de Tahadart (2003)

- Lancement du programme d'électrification rurale globale (PERG) : Taux d'électrification de 81% en 2005
- Promulgation du nouveau Code des hydrocarbures (mars 2000)
- Gestion déléguée de la distribution de l'électricité de Casablanca, Rabat, Tanger et Tétouan

Réformes tarifaires et fiscales des produits pétroliers

1995-2000 :

Mise en place du système d'indexation des prix sur les cotations internationales

Juillet 2002 :

Réajustement des structures des prix et début de l'application du démantèlement des droits de d'importation. Les taux passeront à 2,5% en 2009

2003-2004 :

Suspension provisoire des droits de douane sur les produits importés. Suppression de la TVA à l'importation de GPL et réduction des droits d'importation à 2,5%. Réduction à 2,5% du droit d'importation du coke de pétrole et du charbon. Suppression de la TIC applicable au coke de pétrole, au charbon et au fuel oil destinés à la production de l'énergie électrique. Retour au calendrier de démantèlement tarifaire prévu dans le cahier des charges

Février 2006 :

Application du système d'indexation des prix pour 3 produits : super carburant, gasoil 350 et fuel oil. Le gasoil et le butane sont toujours subventionnés (Gasoil 3 à 4 milliards de DH/an et le butane de 3 à milliards de DH par an)

Réformes tarifaires et fiscales pour l'électricité

- Réforme tarifaire intervenue en 1996 en vue d'une gestion efficace de la demande (tarifs de pointe) et baisses de prix

Octobre 1997 :

5%

Juillet 1998 :

6%

Octobre 2000 :

17%, dont 8% dû à un effort fiscal (diminution de 500 MDH par an de la TIC sur les combustibles

2004 :

6% suite à la suppression de la TIC sur les combustibles, au réaménagement des droits d'importation sur le charbon et à l'augmentation de la TVA sur l'électricité de 7% à 14%

2005 :

le gaz naturel vient s'ajouter à la liste des combustibles exonérés de la TIC dans le cadre de la loi des finances 2005, destinés à la production d'électricité

- Préparation et élaboration du projet de loi sur la libéralisation et la modernisation du secteur de l'électricité (2006). ■

3,5%. L'énergie électrique nette appelée, alors qu'elle affichait une évolution moyenne de 5,3% durant la période 1999-2002, atteint un taux de 7,5% entre 2002 et 2005 et 8,8% en 2005.

Le marché des produits pétroliers est de 7,44 millions de tonnes en 2005 dont 45,5% pour le gasoil, 24,9% pour le fuel et 17,9% pour le butane. Il affiche un taux de croissance moyen annuel de 5%. Les importations de pétrole brut atteignent 6,4 millions de tonnes et proviennent à 42% de l'Arabie Saoudite, 37% de la Russie, 14% l'Iran, 5% l'Irak et 2% le Nigeria.

Ainsi, la facture énergétique 2005 s'élève à 39,8 milliards de dirhams dont 34,5 milliards juste pour le pétrole et les produits raffinés et 4,8 milliards pour le charbon.

La part du secteur privé atteint 96% dans la facture énergétique. Pour 2005, la Caisse de compensation a enregistré un déficit consolidé global de 7,4 milliards de DH. Compte tenu des versements effectués en novembre et décembre 2005, janvier, février et mars 2006, soit 5 milliards de DH, le montant net du reliquat qui reste à la charge de la caisse s'élève pour l'année 2005 à 2,4 milliards de DH.

Pour 2006, les structures des prix enregistrent du 1er janvier au 15 mai déjà un déficit consolidé de 3 milliards de DH.

Concernant la contribution du secteur, au niveau des recettes fiscales, elle est de 12,5 milliards de DH, soit 12,5% des recettes totales. La redevance en gaz naturel est de 1,5 milliard de DH, soit 645 millions de DH en nature (centrale de Tahaddart) et 891 millions de DH en devises. Les subventions de l'Etat au butane et aux carburants s'élèvent à 7,4 milliards de DH. ■

Les grands chantiers de l'énergie annoncés par M. Mohamed Boutaleb

Electricité

- Parc éolien de 60 MW ??? à Essaouira (démarrage des travaux en 2006)
- Complexe hydroélectrique Tanafnit El Borj (province de Khénifra mise en service prévue pour 2007)
- Centrale Al Wahda à cycle combiné de 2X400 MW (province de Sidi Kacem-prévue pour 2008-2009)
- Parc éolien de Tanger de 140 MW (mise en service prévue pour 2007)
- Centrale thermo solaire à cycle combiné d'Ain Beni Mathar de 230 MW (Région de l'Oriental mise en service prévue pour 2008)
- Centrale à cycle combiné de Tahaddart II de 400 MW (mise en service prévue pour fin 2009)
- Repowering des tranches à fuel 1 et 2 de la centrale de Mohammedia relevant leur puissance de 150 à 400 Mw (mise en service prévue pour 2010)
- Cycle combiné de Laâyoune de 145 Mw (mise en service prévue pour 2010)
- Programmation d'un projet pilote de 20 Mw utilisant les schistes bitumineux dans la région de Tarfaya.

Pétrolier

- Signature d'une convention d'investissement avec SAMIR en décembre 2004 pour la modernisation des installations de raffinage de Mohammedia
- Mise en service de nouvelles capacités de stockage à Jorf Lasfar en 2007
- Nouvelles capacités de stockage des produits pétroliers de 200.000 m³ à partir de 2010
- Mise en service de 3 centres emplisseurs en 2006 à Tanger, à Laâyoune et Oujda et

un 4ème en 2007 à Dakhla

- Création de dépôts de stockage de GPL et de stations service
- Construction d'une deuxième raffinerie de 6 à 7 millions de tonnes par an envisagée à partir de 2012, accompagnée d'une capacité de stockage du pétrole brut de 600 à 700 milles tonnes.

Gaz : des besoins de 5,5 milliards de m³ en 2010

- Signature le 21 décembre 2005 d'une convention de partenariat avec le Ministère de l'Energie et des Mines, l'ONE, la SAMIR et Akwa Group pour lancer une étude de faisabilité de la mise en place d'infrastructures nécessaires à l'utilisation du gaz naturel
- 500 millions m³/an pour la Centrale de Tahaddart I (2005)
- 300 millions m³/an pour Ain Beni Methar 230 MW prévue en 2007-2008
- 1,1 milliard m³/an pour la centrale à cycle combiné d'Al Wahda 2 X400 MW prévue en 2008-2009
- 1 milliard m³/an à partir de 2008 pour le secteur du raffinage du pétrole
- 500 millions m³/an pour le projet d'extension de Tahaddart II prévu en 2009
- 600 millions m³/an pour le projet de conversion des tranches à fioul de Mohammedia prévu pour 2010-2011
- 1,5 milliard m³/ans pour d'autres industries

Energies renouvelables

- Augmentation de la part des énergies renouvelables dans le bilan énergétique national à 10% à l'horizon 2012
- Actions d'accompagnement :

- * Mise en place d'un cadre législatif et réglementaire incitatif
- * Renforcement institutionnel (missions du CDER)
- * Elaboration d'un code sur l'efficacité énergétique
- * Promotion de mécanismes de financement novateurs pour les projets des énergies renouvelables
- * Fiscalité incitative

Exploration pétrolière

- Regain d'intérêt de la part des compagnies pétrolières étrangères
- 25 sociétés opèrent actuellement sur :
- 76 permis de recherches (106.941 km² off shore et 22.697 km² on shore)
- 6 contrats de reconnaissance (110.400 km² off shore et 87.993 km² on shore)

Schistes bitumineux

- Importantes réserves, l'huile contenue dans les schistes est estimée à 50 milliards de barils (Timahdit et Tarfaya)
- Programmation d'une centrale thermique pilote de 200MW
- Accord de partenariat ONE-ONHYM-sociétés étrangères.

Orientations

- Remise en application du système d'indexation
- Code de l'électricité
- Amendements du code des hydrocarbures
- Financement de la recherche pétrolière par le budget de l'Etat
- Fiscalité des énergies renouvelables
- Assises de l'Energie. ■

Le contrat de réalisation du complexe hydroélectrique de Tanafnit-El Borj

Le contrat portant sur la fourniture et le montage des équipements des turbines, des alternateurs et équipements électriques du complexe hydroélectrique de Tanafnit-El Borj a été attribué au groupement VATECH / CEGELEC / KONCAR, à l'issue d'un appel d'offres international.

Il s'agit du dernier contrat de ce projet dont la réalisation est confiée à des entreprises marocaines et étrangères choisies dans les mêmes conditions.

Ce complexe hydroélectrique fait partie du programme de promotion des énergies renouvelables de l'ONE pour la production d'électricité et s'inscrit plus globalement dans le cadre d'un développement durable du secteur énergétique intégrant les impératifs de sauvegarde de l'environnement.

Les premiers travaux de réalisation du complexe hydroélectrique de Tanafnit-El Borj ont démarré en Novembre 2005, pour une mise en service programmée début 2008.

Situé dans une zone montagneuse à environ 7 km à l'aval des sources Oum Er Rbia et à 40 km au nord-est de Khénifra, le projet Tanafnit-El Borj consiste en la réalisation de deux ouvrages hydroélectriques aménagés en cascade sur le cours du Haut Oum Er Rbia d'une capacité de 2x9 et 2x11 MW, soit une puissance installée totale de 40 MW.

L'énergie produite, 220 millions de kWh, sera évacuée par des lignes aériennes depuis les deux postes 60 kV installés respectivement sur les plate-formes des deux usines de TANAFNIT et d'EL-BORJ jusqu'au poste de

transformation de Khénifra.

D'un coût global de 934 millions de dirhams, ce projet est financé à hauteur de 61 millions d'Euros par la Banque allemande KfW, le complément étant assuré par les fonds propres de l'ONE.

Le projet a fait l'objet d'une étude d'Impact Environnementale qui a permis de dresser des mesures préventives pour chacun des impacts identifiés.

Ceux-ci concernent principalement la gestion du transport solide, la qualité de l'eau dans les tronçons court-circuités (rejets humains diffus et apports de sources salées), l'alimentation en eau potable de Khénifra et Mrirt, la dilution des effluents de la ville de Khénifra, ainsi que les pertes de revenus des propriétaires des terrains concernés par les ouvrages (retenues, centrales, etc...).

L'impact globalement positif sur l'environnement de ce complexe doit permettre d'éviter le rejet dans l'atmosphère de 845 t de SO₂, 400 t de NO₂ et 154 120 t de CO₂, gaz à effet de serre.

Il représente de plus une économie en combustible fossile de 50000 Tonnes équivalent-pétrole par an pour notre pays. ■

L'ONE et son projet de salle des Marchés

L'Office National de l'Electricité a reçu cinq offres suite à l'appel à manifestation d'intérêt, lancé le 20 avril 2006, pour la pré qualification relative au projet de création d'une salle des marchés au sein de l'Office National de l'Electricité.

Ce projet qui s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie de l'ONE, permettra d'accompagner deux axes importants, à savoir : l'optimisation de la gestion des risques (combustibles, fret, devises et échanges électriques internationaux notamment avec l'Espagne) ;

la valorisation des actifs productifs de l'Office.

Ce projet permettra à l'Office de mieux assurer sa mission de satisfaction de la demande d'énergie électrique au moindre coût et avec une meilleure qualité de service.

Il est prévu que cette salle des marchés soit opérationnelle dans un délai de 18 mois à partir de la date de lancement des appels d'offres. ■

L'ONE et la BID signent deux contrats de financement d'un montant de 56,35 millions de \$ US

Le Président du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID) et le Directeur Général de l'Office National de l'Electricité (ONE) ont signé, le mardi 18 avril 2006 à Rabat en marge de l'Assemblée Annuelle des Institutions Financières Arabes, deux contrats pour le financement d'un projet d'électrification rurale s'inscrivant dans le cadre de la quatrième tranche du Programme d'Electrification Rurale Global, PERG.

En vertu de ces contrats, la BID octroie à l'ONE deux prêts de financement pour un montant global de 56,35 millions de USD destinés à l'électrification de 1127 villages répartis dans 13 provinces du pays.

Le premier prêt, intitulé "Istisnaa", d'un montant de 46,21 millions de USD est

accordé pour une durée de 15 ans dont 3 années de grâce.

Le deuxième prêt, "Qard Al Hassan" d'un montant de 10,14 millions de USD est accordé à l'ONE pour une durée totale de 20 ans dont 5 années de grâce.

Signalons à ce titre qu'il s'agit de la troisième intervention de la BID dans le financement du PERG. En effet, la Banque a déjà apporté son concours à l'ONE à deux reprises pour les 2 prêts suivants :

-un premier prêt d'un montant de 46,23 millions de USD portant sur l'électrification de 986 villages;

-un second prêt d'un montant de 53,45 millions de USD pour l'électrification de 1511 villages.

Ceci porte donc la contribution globale

apportée de la BID au titre du PERG à près de 156,03 millions de USD.

Il y a lieu de préciser que la quatrième tranche du PERG, qui constitue la dernière phase mise en œuvre par l'ONE au titre de ce programme, permettra de généraliser l'accès à l'électricité dans le monde rural à l'horizon 2007. Cette dernière tranche du PERG - qui a démarré en 2004 concernera 14700 villages, soit 3874000 foyers.

Le taux d'électrification rurale (TER) au niveau national est passé de 72% en 2004 à 81% à fin 2005.

Pour l'année 2006, l'ONE ambitionne de porter le taux d'électrification rurale à 89% et d'électrifier l'ensemble des foyers du monde rural à l'horizon 2007. ■

Les arriérés de la compensation mettent en difficulté les sociétés pétrolières

Les sociétés pétrolières n'en peuvent presque plus. Leurs arriérés qui chiffrent lourd auprès de la Caisse de Compensation ne sont toujours pas réglés. Le jeu de la libre concurrence est faussée et la compétitivité des opérateurs affectée. Quelle solution? Réponse.

Le secteur de l'Energie, depuis quelques années, entame sa mutation pour être en phase avec l'économie du marché.

Ainsi, ce secteur, grâce à des investissements très lourds est entrain d'évoluer rapidement. La maîtrise de la demande future de l'énergie et des conditions d'approvisionnements, constituent, en effet, un enjeu économique et politique majeur pour un pays qui, comme le Maroc, ne dispose pas encore de ressources fossiles.

Cependant, la Fédération de l'Energie développe, actuellement, avec les Pouvoirs Publics, dont notamment le Ministère de l'Energie et des Mines, une réflexion sur la libéralisation de l'électricité, la diversification du bouquet énergétique : gaz naturel, nucléaire, énergies renouvelables, énergies du propre.

Mais le temps de l'énergie est un temps long qui doit prendre en compte les intérêts de la région et les impératifs de la dimension internationale et d'interdépendance de l'énergie.

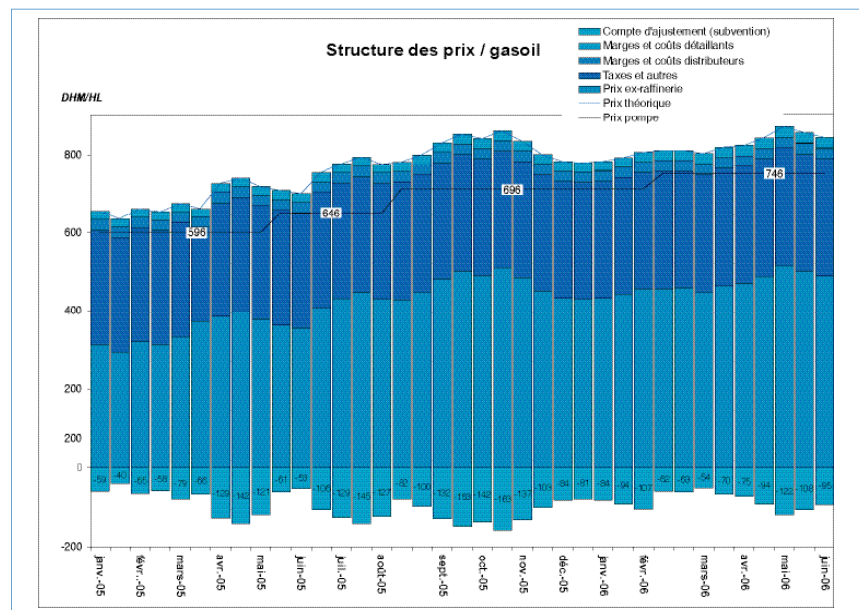
Les décisions en matière d'infrastructure déterminent la nature de la demande de l'énergie pour plusieurs générations.

Un programme de production d'électricité, par exemple, se déroule sur une cinquantaine d'années.

Mais cet enthousiasme est quelque peu affecté par la hausse du prix du pétrole brut qui risque de s'opposer à la croissance de notre pays.

La flambée des cours du pétrole semble désormais s'inscrire comme une donnée structurelle. Le Fonds monétaire international estime même qu'il est possible que la hausse du cours du brut puisse aller jusqu'à 100 dollars le baril. Les besoins grandissant en pétrole de la Chine et les limites de la production entretiendront en tout cas la volatilité des cours du pétrole jusqu'en 2030, prédit le FMI.

Au Maroc, les effets sur l'économie commencent déjà à se faire ressentir puisque l'Etat n'a pas décidé de répercuter ces hausses sur les prix. « Ces augmentations entraîneront inéluctablement une érosion de la compétitivité. Si les hausses ne sont pas répercutées, c'est le budget qui en pâtira avec des coupes inévitables au niveau de l'investissement. Répercuter la hausse ou non, le choix est politique », souligne Abdellah Alaoui, président de la



Fédération de l'énergie.

Les problèmes du secteur et surtout les arriérés de la compensation font que les sociétés de distribution de produits pétroliers s'inquiètent à nouveau de la gravité de la situation.

Le déficit de la Caisse de compensation est appelé à se creuser davantage, si les décisions d'ajustement des prix ne sont pas opérées rapidement afin de neutraliser le déficit structurel.

La trésorerie des sociétés est fortement dégradée car l'arriéré des remboursements de la Caisse aux sociétés de distribution serait déjà d'environ 4 milliards de dirhams ; les arriérés de 2005 sont loin d'être soldés et la marge brute de structure (environ 4%) n'a ni vocation ni moyen à financer ce déficit. La trésorerie des sociétés devra être réalisée dans les meilleurs délais et un planning de paiement devra être respecté à l'avenir. L'application du système d'indexation ne portent ni sur le gasoil, ni sur le butane alors que ces produits représentent 80% des consommations. Le budget de l'Etat, lui, a prévu pour l'exercice 2006 des montants largement inférieurs aux subventions accordées. Face à la crise vers laquelle les sociétés s'orientent,

elles réclament « le paiement immédiat du solde de 3,7 milliards accumulés à fin mars 2006 ». Le Groupement des pétroliers qui les représente demande, à travers un courrier officiel, au Premier ministre de définir un échéancier de remboursement pour le reste de l'exercice 2006.

Avec un baril de 60 à 65 dollars en moyenne sur l'année et un charbon qui augmente de 50% la tonne, l'intervention théorique de la Caisse de compensation et le surcoût du coût du charbon environ 1,3 milliard de dirhams, pris en charge par l'ONE et non répercuté, l'intervention de l'Etat, globalement, atteindrait 10 milliards de dirhams selon ces hypothèses.

« Le Conseil mondial de l'énergie recommande que le prix de l'énergie puisse refléter son coût réel et s'il y a lieu de subventionner, il faut que la subvention soit strictement ciblée pour faire profiter seulement les entreprises performantes en vue d'améliorer leur compétitivité à l'export, le transport collectif et les ménages à revenu modeste pour ce qui est de la compensation du butane », précise Abdellah Alaoui. ■

Les potentialités de l'offshore marocain

Avec ses 350.000 km² de bassins sédimentaires, l'offshore marocain constitue un objectif intéressant et une zone pratiquement vierge pour l'exploration pétrolière. Enjeux et opportunités.

"Malgré notre satisfaction pour la qualité de la coopération développée avec les compagnies pétrolières opérant au Maroc, notre sous-sol est encore sous-exploité, sachant que l'étendue de nos bassins sédimentaires terrestres et maritimes est d'une superficie totale de près d'un million de km², a précisé Mohammed Boutaleb, ministre de l'Energie et des Mines à l'ouverture de la 4^{ème} conférence "Maghreb & Mediterranean Oil and Gas 2006".

M. Boutaleb a invité les compagnies pétrolières internationales à s'intéresser davantage à ce potentiel, soulignant que les efforts déployés par le Maroc dans ce sens visent principalement à assurer les conditions favorables pour drainer plus d'investissement et promouvoir les bassins sédimentaires, vu le potentiel géologique important et diversifié dont dispose le Royaume.

Il a, par ailleurs, rappelé que le pourtour méditerranéen offre d'immenses possibilités en matière de production et d'échanges pétroliers et gaziers, qui constituent tant de facteurs déterminants pour l'intégration des économies de la région.

Pour sa part, le ministre mauritanien de l'Hydraulique, Ely Ould Ahmedou, s'est félicité du degré "particulièrement élevé" des relations maroco-mauritaniennes, qualifiant d'"ancienne, de stratégique, d'étendue et de multiforme" la coopération bilatérale que son pays est déterminé à développer davantage.

Il a également passé en revue l'ensemble des mutations profondes que connaît actuellement la Mauritanie, aussi bien sur le plan politique avec la prise de conscience des pouvoirs publics de la nécessité d'une gestion "plus démocratique et transparente" de la chose publique, que sur le plan économique avec la découverte récente de potentiels miniers et pétroliers très prometteurs.

Pour sa part, Amina Benkhadra, directeur général de l'Office national des

hydrocarbures et des mines (ONHYM), a souligné que les nouvelles orientations royales visant la dynamisation de la recherche pétrolière au Maroc ont permis d'attirer de nombreuses compagnies internationales s'intéressant au potentiel national en la matière, rappelant, toutefois, que les bassins sédimentaires marocains demeurent encore sous explorés.

Cette conférence, qui occupe désormais une place importante sur la scène internationale, constitue une occasion de faire le point sur la situation énergétique dans les pays maghrébins et méditerranéens ainsi que sur les opportunités d'investissement dans les domaines de l'exploration et de la production pétrolière et gazière, a-t-elle ajouté.

Mme Benkhadra a relevé, dans le même ordre d'idées, que le Maroc peut, grâce à sa position géographique idéale, jouer un rôle très important dans le développement des réseaux énergétiques dans la région.

Organisée par l'ONHYM en partenariat avec la société internationale "Global Pacific & Partners", cette conférence verra la participation d'environ 180 experts représentant, entre autres, des compagnies pétrolières internationales et des sociétés opérant dans les domaines des services, du consulting et des banques.

Cet événement, dont les deux dernières sessions avaient eu lieu à Marrakech également, vient renforcer en matière énergétique l'ensemble des démarches ayant pour ambition l'élargissement et l'intensification des partenariats entre les pays du Maghreb et les autres riverains de la Méditerranée.

A travers cette rencontre, les organisateurs ambitionnent également de mettre en valeur le rôle du Maroc comme pays de transit pour la mise en place à terme d'un marché intégré euro-maghrébin et promouvoir les potentialités des hydrocarbures dans cette région. ■

Les achats en pétrole brut atteignent 6,97 milliards de DH

A fin avril dernier, les produits énergétiques se sont hissés au troisième rang parmi les groupes de produits à l'importation et leur part dans le total s'est accrue de 1,6 point, soit 20,9% contre 19,3% à fin avril 2005.

Selon l'Office des changes, nonobstant le ralentissement du rythme d'accroissement des achats de pétrole brut, la hausse des produits énergétiques (+2.068,5 MDH) représente 36,6% de l'accroissement global des importations (+5.654,5MDH).

Les achats en pétrole brut ont atteint, au terme des quatre premiers mois de l'année en cours, quelque 6,97 milliards de dirhams (MMDH), s'inscrivant ainsi en hausse de 9,6% par rapport au niveau enregistré une année auparavant (environ 6,36 MMDH).

«Cet accroissement de la facture pétrolière s'explique essentiellement par le renchérissement des cours du pétrole sur le marché international. Le volume importé a affiché, durant la période janvier-avril 2006, une baisse de 22,8% pour se situer autour de 1,73 million de tonnes», signale l'Office des changes, qui vient de publier les indicateurs mensuels des échanges extérieurs du Maroc pour la période janvier-avril 2006.

Il est précisé que le prix moyen de la tonne importée a augmenté de 41,9%, passant de 2.836 DH/t à 4.026 DH/t, entre les deux périodes sous revue. Les mêmes sources indiquent que pour le seul mois d'avril dernier, les achats de pétrole brut ont accusé une régression de 22,4% en valeur et de 42,3% en volume. Le cours moyen à l'importation a atteint 4.272 DH/t au lieu de 3.177 DH/t en avril (3.958 DH/t en mars dernier), explique la même source. ■

Shell remplace le gasoil par le diesel plus

Le Groupe Royal Dutch Shell lance un produit révolutionnaire au Maroc : Shell Diesel Extra. Ce produit est vendu au même prix que le gasoil normal. C'est un additif ajouté au gasoil qui permet une haute protection au niveau des pièces des véhicules. Shell Diesel Extra est, en effet, un gasoil additivé d'une formulation unique au Groupe Royal Dutch Shell, contenant des agents actifs d'anticorrosion, de détergence et d'anti-mousse. Ces agents permettent, respectivement, de réduire la corrosion des pièces maîtresses du circuit de carburant, d'éviter la formation des dépôts sur les injecteurs et de diminuer la formation de mousse lors du ravitaillement.

Shell Diesel Extra a été testé par le département R&D de Shell Global Solutions pendant six mois sur les modèles de véhicules les plus utilisés au monde ayant parcouru plus 500.000 km. Conduits sur route, ces tests représentent les tests diesel les plus extensifs jamais menés par Shell. Les résultats ont conforté le rôle de Shell Diesel Extra dans la protection du moteur contre la corrosion et dans sa force nettoyante.

Shell lance, également, Shell Diesel Extra 350, un gasoil additivé conçu pour les moteurs diesel de nouvelle génération. Shell Diesel Extra 350 contient les mêmes agents actifs que le Shell Diesel Extra. C'est un gasoil spécialement raffiné qui contient jusqu'à 95% de soufre en moins. ■

Les ambitieux projets d'Akwagroup

Afriquia SMDC est adjudicataire avec deux autres sociétés d'une concession pour une durée de 25 ans du terminal du port de Tanger Med.

Les concessionnaires sont les sociétés Horizon Terminals Limited (HTL) des Emirats arabes unis, qui est présente à hauteur de 34%, la compagnie marocaine Afriquia SMDC (33,5%) et Independent Petroleum Group (IPG) du Koweït avec 32,5%.

L'exploitation du terminal est prévue en décembre 2008 avec un investissement de plus de 52 millions d'euros, préalablement à la mise en service du terminal.

La concession porte sur la conception, le financement, la réalisation, l'exploitation et l'entretien du terminal à hydrocarbures, comprenant l'équipement d'un poste pétrolier en eaux profondes et l'aménagement d'une zone de stockage d'une superficie de 12 hectares, accueillant une capacité de stockage de 308.000 m³.

Ces installations serviront de plateforme logistique visant l'approvisionnement du marché local en produits raffinés, ainsi que le soutage (alimentation en combustibles) des navires, aussi bien à l'intérieur du port que dans le détroit de Gibraltar.

Le concessionnaire s'engage à réserver une capacité de stockage d'au minimum 20.000 m³ aux distributeurs locaux autres que les actionnaires du concessionnaire et à permettre aux exploitants d'autres dépôts pétroliers de se connecter au terminal à hydrocarbures en vue de leur approvisionnement.

Afriquia SMDC, filiale de la holding marocaine Akwa Group est un leader dans la distribution des produits-pétroliers, avec 30% de part du marché national, un réseau de 400 stations-service et une capacité de stockage de 352.000 m³. Elle vient de s'équiper de véhicules mobiles destinés au contrôle qualité. Au nombre de quatre, ils effectueront des contrôles dans des stations-service ou chez des entreprises clientes d'Afriquia.

Ils viennent compléter la structure fixe déjà existante et dédiée au contrôle qualité des carburants et lubrifiants d'Afrilub. En fait, le laboratoire d'Afriquia Lubrifiants Maroc avait été mis en place en 1979. A cette époque, il était destiné uniquement à l'analyse des huiles lubrifiantes. Il a connu une première extension en 1987 pour assurer également le contrôle des carburants. Le groupe a, ensuite, investi quelque 12 millions de DH pour en faire le Laboratoire d'analyses, fixe et mobile d'Afriquia Lubrifiants Maroc. Ses essais sont d'ailleurs réalisés selon des normes internationales, notamment la norme européenne Afnor pour les lubrifiants et la norme américaine Astm pour les carburants.

Fusion-absorption de Tissir Primagaz et de Primagaz Holding Maroc par Afriquia Gaz

La fusion absorption des sociétés Primagaz Holding Maroc S.A et Tissir Primagaz S.A par Afriquia Gaz S.A est désormais effective. Cette fusion est l'aboutissement du processus d'acquisition opéré en 2005, en vue de la constitution du leader national en matière de stockage, d'emplissage et de distribution de Gaz de Pétrole Liquéfié. L'opération ainsi finalisée permettra la consolidation de sa position commerciale, le renforcement de sécurité de l'approvisionnement au niveau national ainsi que la réalisation de synergies importantes. Cette restructuration organisationnelle permet de la rapprocher de ses clients et de répondre à ses attentes. La nouvelle société Afriquia gaz commercialise les marques Tissir gaz, Campinggaz, Afriquia gaz, Ultra gaz et Metagaz en bouteilles 3,6, 12 et 35 kg. Elle distribue également les gaz butane et propane en vrac pour usage domestique et industriel sous la marque Afriquia Gaz. Disposant d'une capacité de stockage de près de 53000 tonnes, Afriquia Gaz se trouve parfaitement armée pour garantir la sécurité de l'approvisionnement du marché. ■

Total fête ses 80 ans au Maroc

Total a fêté ses 80 ans au Maroc. Histoire de l'entreprise. Après la création de la Compagnie marocaine des carburants 1926, elle a été rachetée en 1951 par la Compagnie française des pétroles. En même temps, la fusion des différentes compagnies a donné lieu à la création de Total et, par la suite, de Total Maroc. En 1964, cette dernière est fusionnée avec Omnium des pétroles du Maroc. Puis, en 1974, la S.N.P.P a pris une participation dans le capital de Total Maroc à hauteur de 50 %.

En 1994, le Groupe Total rachète à l'Etat 50 % des parts qu'il détenait depuis 1974. En 1999, on a procédé à l'ouverture du Complexe industriel de Berrechid. En 2001, la société a obtenu la certification iso 9001 version 2000 de l'ensemble de l'activité lubrifiants (production et commercialisation) et en 2002, on a mis en service le dépôt d'importation de Jorf Lasfar.

En 2004, on a mis en place la nouvelle identité visuelle sur l'ensemble du réseau de stations-service et le complexe industriel de Berrechid obtient le niveau 3 à l'audit ISSRS (International Small Site Rating System).

Au-delà de la structure mère, Total Maroc c'est, en effet, 14 filiales et participations qui regroupent nos actifs en 4 pôles : GPL (commercialisation, centres emplisseurs, fabrication de bouteilles et cavité d'importation stockage de butane) ; logistique carburants dépôts, pools aviation, cabotage ; gestion directe stations-service et énergie solaire.

Plus de 5.000 emplois ont été créés par ses partenaires, des stations-service et des dépositaires gaz.

Son réseau est composé de 300 stations-service ayant bénéficié en 2005 d'un plan de rénovation.

L'année 2006, la société marque un retour dans l'aviation, avec le rachat au second semestre 2005 de 50 % des installations logistiques de tous les aéroports du sud marocain. Ces derniers représentent 40 % de la consommation de jet avec une forte croissance sur Marrakech, Agadir et Essaouira. Fin 2005, elle rachète 50 % de la filiale de Rabat, SDBP, pour en détenir désormais la totalité du capital. ■

L'après-pétrole commencera bien avant la fin du pétrole

La fin du pétrole n'est pas pour demain, mais il faut quand même s'y préparer. Nul n'est en mesure de dire à quel moment la courbe de croissance de la consommation de pétrole se retournera (le fameux peak oil), ni comment elle se retournera : déclin rapide et irréversible ou évolution en forme sinusoïdale reflétant des baisses, des plateaux, de nouvelles hausses, avant la baisse finale ? Les prévisions sont difficiles, parce qu'elles dépendent de très nombreux facteurs. Le plus préoccupant d'entre eux, c'est le montant des investissements nécessaires pour développer les ressources connues. De très nombreux arguments se conjuguent pour montrer qu'il faut agir dès maintenant pour réduire progressivement notre dépendance vis-à-vis du pétrole.

De quoi dépend le début du déclin ? La fiabilité des chiffres publiés sur les ressources pétrolières et gazières, celles qui peuvent être produites aux conditions techniques et économiques d'aujourd'hui, donne lieu à des discussions interminables, mais les cercles les mieux informés tendent à considérer que les ordres de grandeur sont fiables. Ces ressources peuvent être comparées, de façon imagée, à une multitude d'éponges qui représentent autant de gisements et de bassins. Deux questions en découlent : d'une part, le nombre et la taille des éponges et d'autre part, notre capacité à les presser pour en récupérer le maximum, ce qui est loin d'être le cas à l'heure actuelle.

En 1973, au moment du premier choc pétrolier, le ratio entre le volume des réserves et la production annuelle était de trente ans. D'aucuns n'hésitaient pas à dire que, dans moins de trente ans, il n'y aurait plus de pétrole. Aujourd'hui le même ratio est de quarante-trois ans. Que s'est-il passé entre-temps ? De formidables avancées techniques ont permis d'aller forer dans des zones plus difficiles (mer profonde), de mettre en production des pétroles non conventionnels (pétroles lourds du Venezuela ou sables asphaltiques canadiens) et aussi d'améliorer considérablement les taux de récupération, c'est-à-dire de presser plus fortement les éponges. Ainsi, le progrès technique repousse les frontières des éponges de la géologie. De nouveaux progrès techniques sont attendus dans les années qui viennent, et le même phénomène devrait jouer, sauf si les investissements ne se font pas.

Les investissements se feront-ils ? Les réserves sont là, encore faut-il les transformer en capacité de production et pour cela, il faut du

temps et de l'argent. La mise en production de grands gisements déjà découverts demande plusieurs années et exige des milliards de dollars d'investissements. Or, cela nous renvoie au fait que les réserves de pétrole et de gaz sont concentrées sur un petit nombre de pays à haut risque. Plus de 80% des ressources de pétrole et de gaz naturel sont situées dans des zones politiquement turbulentes ou fragiles : l'Amérique latine, l'Afrique de l'Ouest, le Maghreb, le Moyen-Orient, l'Asie centrale et la Russie.

Qui peut investir pour développer les immenses ressources de ces territoires ? Essentiellement les compagnies internationales et les compagnies nationales. Les premières se heurtent à la fermeture totale ou à une ouverture très restrictive des pays riches en ressources, marqués par ailleurs par un environnement risqué et instable. Quant aux compagnies nationales des pays producteurs exportateurs, elles sont en général prêtes à investir pour développer les richesses nationales et même à aller explorer et produire à l'étranger ; mais leurs ambitions se heurtent fréquemment à la volonté des gouvernements de contrôler l'argent du pétrole et de financer des dépenses politiquement ou socialement prioritaires. Des pays comme le Mexique, la Russie, le Venezuela ou l'Iran illustrent bien cette double limitation : la fermeture ou la quasi-fermeture aux investissements internationaux et la faiblesse des investissements nationaux dans le pétrole et le gaz naturel limitent dramatiquement le développement des ressources énergétiques, aussi bien pour le marché national que pour les exportations.

Si les investissements nécessaires ne sont pas faits à temps et en quantité suffisante, on peut craindre que l'ajustement entre l'offre et la demande se fasse par des prix plus élevés. Des prix plus élevés pourraient induire une diminution de la demande, celle-ci devenant la cause d'un peak oil, sans doute provisoire, ce qui confirmerait l'idée d'une évolution de type «sinusoïdale».

Des prix plus élevés, des risques de rupture des approvisionnements, mais aussi des contraintes plus sévères sur les activités polluantes, sont des facteurs menaçants qui doivent nous inciter à diminuer de façon dynamique et innovante notre dépendance au pétrole. Première priorité stratégique : l'amélioration de l'efficacité énergétique qui devrait être davantage encouragée, voire imposée, notamment dans le secteur des transports, puisque le pétrole restera encore

longtemps la source principale de production des carburants. Deuxième priorité : diversifier et substituer. Les biocarburants, le gaz naturel, l'électricité de toute origine, ont un rôle croissant à jouer dans la réduction de notre dépendance pétrolière. Les systèmes de transports doivent être repensés, avec des combinaisons nouvelles entre le rail, l'eau et la route.

L'un des défis les plus importants de ce siècle, c'est de construire un avenir énergétique soutenable pour la planète Terre. L'énergie est nécessaire pour le fonctionnement de l'économie mondiale et pour le développement économique des régions les plus pauvres, celles qui n'ont pas encore accès aux énergies modernes, mais elle doit être utilisée de façon beaucoup plus intelligente pour que l'environnement soit protégé et pour limiter les effets du réchauffement climatique. La France et l'Europe ont un rôle important à jouer en la matière. ■

Par Jean Marie Chevalier, Professeur à l'université Paris-Dauphine où il dirige le Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières (Cgemp), senior associé au Cambridge Energy Research Associates (Cera), auteur des Grandes Batailles de l'énergie (Gallimard, Folio).

AGENDA

En septembre 2006

La Fédération de l'Energie organisera une table ronde restreinte (réservée aux initiés) avec Monsieur A. Bennouna, Professeur de l'Enseignement Supérieur à l'Unité de Technologie et Economie des Energies Renouvelables sur le thème de l'énergie.

Les 30 et 31 octobre 2006

La Fédération de l'Energie prendra part aux Assises de l'Energie qui seront organisées par le Ministère de l'Energie et des Mines Rabat.

A cette occasion, toutes les questions nationales liées à l'énergie seront examinées par les participants.

AGENDA

Le 25 août 2005

La Fédération de l'Énergie tient la sixième réunion de son bureau. Le principal point à l'ordre du jour : la Caisse de compensation.

La Fédération de l'Énergie tient la sixième réunion de son bureau. Le principal point à l'ordre du jour : la Caisse de compensation.

Le 25 août 2005

La Fédération de l'Énergie tient la sixième réunion de son bureau. Le principal point à l'ordre du jour : la Caisse de compensation.

La Fédération de l'Énergie tient la sixième réunion de son bureau. Le principal point à l'ordre du jour : la Caisse de compensation.

Le 25 août 2005

La Fédération de l'Énergie tient la sixième réunion de son bureau. Le principal point à l'ordre du jour : la Caisse de compensation.

La Fédération de l'Énergie tient la sixième réunion de son bureau. Le principal point à l'ordre du jour : la Caisse de compensation.

Le 25 août 2005

La Fédération de l'Énergie tient la sixième réunion de son bureau. Le principal point à l'ordre du jour : la Caisse de compensation.

La Fédération de l'Énergie tient la sixième réunion de son bureau. Le principal point à l'ordre du jour : la Caisse de compensation.

La Fédération de l'Énergie tient la sixième réunion de son bureau. Le principal point à l'ordre du jour : la Caisse de compensation.

GÉOPOLITIQUE DU PÉTROLE

Y-a-t-il un troisième choc pétrolier ?

Conformément aux analyses d'experts sur les dépendances énergétique et géopolitique, il faut relativiser la notion de « troisième choc pétrolier » de 2005, tant dans ses causes que dans ses effets. Cette période diffère radicalement des événements de 1973 et de 1979 : le terme de « choc » est même inapproprié pour au moins trois raisons :

- Les chocs des années 1970 étaient subits, alors que la hausse de 2002-2005 a été étalée sur trois ans. Pour certaines catégories de brut, l'envolée actuelle des prix est toute fois apparue plus ample que celle des chocs de 1973 et 1979. Le WTI (brut léger de référence américain) avait progressé de 160% à l'occasion du premier choc et de 108% en 1979 ; à fin août 2005, sa hausse depuis le début était de 198%.

- Les chocs des années 1970 résultaient de l'attitude de producteurs, qui avaient décidé de manipuler l'offre à des fins politiques, alors que la hausse de 2002-2005 résulte des besoins des consommateurs

- Les chocs des années 1970 ont « cassé » le rythme de la croissance mondiale alors qu'au contraire, une croissance mondiale trop forte a provoqué la hausse de 2002-2005. S'agissant des conséquences économiques, la baisse continue du dollar depuis le premier trimestre 2002 érode le pouvoir d'achat des pays producteurs en faveur des pays consommateurs, en particulier européens : en dollars constants, le baril de 1973 vaudrait 90\$/b (en dollars de 2005). Ensuite, les économies des grands pays consommateurs sont beaucoup moins vulnérables qu'elles ne l'étaient aux chocs pétroliers, du fait de la baisse de leur intensité énergétique et pétrolière, à l'exception très notable des pays en développement non producteurs, même si ce renchérissement ne semble pas, à ce jour, avoir freiné la

croissance des pays émergents.

La crise de 2005 marquera vraisemblablement la fin de l'ère du « pétrole bon marché », un scénario esquissé depuis longtemps par les spécialistes de prospective pétrolière. Il est illustré par le retour des producteurs de l'OPEP sur le devant de la scène exportatrice, par la relance du débat sur la disponibilité de la ressource et par la nécessité d'accélérer la recherche de sources d'énergie alternatives. Si le prix moyen se maintient durablement au dessus de 30 à 50 \$/b (ce qui paraît probable sur la base des niveaux actuels), la demande de pétrole pourrait ralentir grâce au retour des politiques de diversification énergétique.

Un Scénario : le passage à l'après pétrole

Dés évolutions technologiques majeures et des politiques efficaces d'économie et de diversification énergétiques pourraient déboucher sur l'avènement d'un nouveau paradigme géopolitique, cette évolution étant encouragée par le niveau actuellement élevé des prix de l'énergie. La consommation moyenne d'énergie par habitant des pays industrialisés est aujourd'hui vingt fois supérieure à celle des pays en développement. Or, dans les prochaines décennies, la demande d'énergie pourrait quadrupler dans les pays en développement du fait de l'accélération de la croissance démographique, de l'urbanisation et de l'industrialisation. Rien ne permet pour autant d'affirmer que les pays en développement reproduiront exactement le modèle d'industrialisation des pays développés, compte tenu du caractère évolutif des technologies de production et des modes de consommation. De même, dans les pays plus avancés, le passage à la société de l'information aura sans doute de larges répercussions, de nature à améliorer l'ef-

ficacité énergétique. Toutefois, les tensions sur la production pétrolière pourraient avoir, en particulier au-delà de 2020, des conséquences négatives sur la satisfaction de la demande mondiale. Les évolutions prévisibles (forte hausse des approvisionnements provenant de régions politiquement névralgiques comme le Moyen Orient ; exploitation accrue de pétroles non conventionnels et des ressources gazières ; continuum entre les différentes formes d'énergies fossiles) s'accompagneront d'une recherche accrue d'énergies de substitution, d'autant que les prix augmenteront considérablement une fois atteint le pic de production du pétrole conventionnel et en l'absence de substituts.

L'équipe des transferts de richesse (et de bien-être) qui seront associés aux mutations de l'offre et de la demande de pétrole est décisive dans un contexte où, pour la moitié de la population mondiale, la préoccupation première reste l'accès à l'énergie, sans qu'existe aucune perspective crédible de réduction des inégalités de consommation par tête, c'est pourquoi l'enjeu d'une coopération internationale renouvelée en matière pétrolière va bien au-delà du seul dialogue sur les conditions du marché et sur l'évolution des prix. Elle structure les modèles de croissance autant que les principaux équilibres géopolitiques.

Abdellah Alaoui